

ANNUAIRE FRANÇAIS  
DE  
RELATIONS  
INTERNATIONALES

2019

Volume XX

**PUBLICATION COURONNÉE PAR  
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

*(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)*



Université Panthéon-Assas  
Centre Thucydide

# INTRODUCTION

PAR

RÉMY RIEFFEL (\*)

La liberté de la presse dans le monde semble aujourd'hui de plus en plus menacée. Le classement établi chaque année par l'organisation non gouvernementale Reporters Sans Frontières (RSF), qui évalue la situation du journalisme dans 180 pays, témoigne ainsi très clairement de l'extension d'un climat de haine de plus en plus marqué à l'égard des médias et des journalistes. L'hostilité de certains responsables politiques à l'encontre des médias n'est pas uniquement l'apanage de dirigeants de régimes autoritaires. Elle se manifeste également chez certains chefs d'Etat de pays démocratiques, qui affichent ouvertement leur animosité à l'égard des médias dits dominants et qui pratiquent le « *media-bashing* » à l'instar du président américain Donald Trump. Contester la légitimité du journalisme et des journalistes est devenu à l'heure actuelle une pratique de plus en plus courante qui menace le bon fonctionnement de nos démocraties. Comme le souligne RSF, tous les voyants sont en outre au rouge en matière de violences exercées à l'encontre des journalistes. En décembre 2018, 80 journalistes ont été tués dans le monde (les pays les plus meurtriers sont l'Afghanistan, la Syrie et le Mexique) ; 348 sont en détention (notamment en Iran, Arabie saoudite, Egypte, Turquie et Chine) et 60 d'entre eux sont otages (en particulier au Moyen-Orient).

L'analyse développée par Marie-Soleil Frère dans son article sur les défis auxquels sont confrontés les journalistes en Afrique francophone confirme à sa manière que la profession est souvent remise en cause et menacée. L'auteur montre avec beaucoup de précision qu'en dépit des discours officiels sur la liberté de l'information et de certaines initiatives de libéralisation et de régulation du système médiatique, la réalité reste sombre ; les journalistes travaillent dans des conditions matérielles difficiles, sont soumis aux pressions incessantes du pouvoir et des partis politiques. La fragilité du marché de l'information en Afrique est manifeste : les violences envers les journalistes sont omniprésentes, les atteintes à la liberté de la presse et les tentatives de censure sont monnaie courante.

(\*) Professeur de Sciences de l'information et de la communication à l'Institut français de presse de l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France).

L'essor récent des réseaux sociaux est cependant en train de modifier peu à peu la donne.

Le climat général de détestation des médias et de suspicion à l'égard des journalistes touche également la France : les événements récents concernant les manifestations des « Gilets jaunes » ont démontré, s'il en était besoin, combien le rejet des professionnels de l'information peut être violent chez une partie de la population. Des journalistes de télévision, en particulier, ont été pour la première fois victimes d'agressions physiques et de violences verbales inédites. La critique des journalistes n'est certes pas nouvelle : des sondages réguliers menés depuis une trentaine d'années sur la crédibilité des médias en France ont constamment fait état d'une défiance forte à leur égard de la part du public – à chaque fois autour de 60% des sondés considèrent que les journalistes font preuve d'un manque d'indépendance par rapport au pouvoir et par rapport à l'argent. Cette défiance s'est transformée depuis quelque temps en une attaque frontale de plus en plus vive contre les professionnels de l'information accusés de manquer d'objectivité, d'être en connivence avec les dirigeants politiques et économiques, d'être coupés de la réalité de la vie quotidienne des gens. Une telle défiance et une telle virulence montrent qu'il est urgent de réagir et de restaurer le lien entre les professionnels des médias et le public.

Si les journalistes ne sont pas, il est vrai, exempts de reproches, il convient toutefois de remettre les choses en perspective et de nuancer ces jugements pour le moins hâtifs et caricaturaux du travail des journalistes, notamment en démocratie. De fait, le public n'a très souvent pas conscience des contraintes qui pèsent sur leur activité et qui restreignent sérieusement leur marge de manœuvre. L'exercice du métier est en effet de plus en plus complexe et difficile. Si on met à part la question de l'indépendance des journalistes par rapport au pouvoir politique, il apparaît que la liberté d'expression dépend également, aujourd'hui plus qu'hier encore, de l'autonomie dont disposent les journalistes d'abord par rapport à leurs sources d'information et ensuite par rapport aux propriétaires et actionnaires des médias.

Les stratégies de communication et de séduction des sources (institutions, administrations, entreprises, etc.) et des groupes de pression sont devenues de plus en plus sophistiquées et subtiles : les communicants tentent par tous les moyens d'imposer leur point de vue à l'aide de dossiers de presse très élaborés, d'éléments de langage, de discours et d'images formatés en vue d'une reprise médiatique. Les journalistes éprouvent de plus en plus de difficultés à lutter efficacement contre les stratégies des communicants.

Par ailleurs, les propriétaires et actionnaires des grands médias sont le plus souvent des industriels et des chefs d'entreprise qui raisonnent en termes de coûts/avantages et ne s'embarrassent guère de considérations déontologiques : ils recherchent avant tout la rentabilité et le profit et donc l'audience. L'organisation du travail des journalistes obéit ainsi à une logique de marché toujours plus déterminante et est soumise aux impératifs

d'une production rapide : l'information en continu promue par certaines chaînes de télévision et par les réseaux sociaux les oblige à réagir à chaud et à pratiquer une veille constante sans avoir le temps d'approfondir certains sujets. Les journalistes doivent en outre davantage tenir compte des réactions du public qui intervient de plus en plus et qui les interpelle en leur demandant des comptes. Ils sont donc insérés dans un système politique, économique et social qui pèse lourdement sur leur activité et que le grand public ne soupçonne guère. Une meilleure connaissance de ces contraintes permettrait de relativiser les visions simplistes qui circulent aujourd'hui au sujet des pratiques journalistiques.

Les études les plus récentes sur ces pratiques montrent d'ailleurs que la production et la diffusion de l'information présentent à l'heure actuelle plusieurs caractéristiques. On assiste tout d'abord à une explosion des nouvelles qui se traduit par la surabondance d'informations et d'alertes en tous genres qui submergent les journalistes. Ces derniers sont à la peine pour opérer un choix judicieux dans la masse des données disponibles. La valeur d'une information dépend en outre de plus en plus des recommandations de proches et d'amis sur les réseaux sociaux. On s'aperçoit en outre que, derrière la diversité apparente des informations disponibles sur les sites, les blogs, les forums, les réseaux sociaux, se cache en réalité une certaine uniformité des messages qui circulent et qui sont partagés. On assiste plus exactement à une redondance des informations diffusées : une forte proportion des nouvelles est en effet constituée par de la reprise ou du recyclage de dépêches d'agence ou des commentaires d'articles publiés par les médias dit traditionnels. L'impression première de richesse, d'ouverte illimitée du Web, est donc trompeuse.

Dans certains pays, cette uniformité est d'autant plus flagrante que les autorités ont mis en place un système de surveillance particulièrement efficace de la diffusion et de la circulation de l'information. C'est en particulier le cas dans des régimes autoritaires, comme le montre Séverine Arsène dans son article sur le contrôle ambivalent d'Internet exercé par le pouvoir chinois aujourd'hui. La Chine défend le principe d'une cybersouveraineté présenté comme un modèle alternatif légitime et exportable. Ce modèle est en vérité à double facette : d'un côté, il applique une censure plus ou moins poreuse sur un certain nombre de sujets à l'intérieur de son territoire national ; de l'autre, il développe une stratégie efficace d'influence à l'international en encourageant une forme de *soft power*, voire de *sharp power*, aux effets contrastés. En vérité, la Chine considère qu'elle doit rester interconnectée à condition d'en contrôler efficacement les modalités.

Une autre caractéristique de la production et de la diffusion de l'information est celle d'un déséquilibre croissant dans la mise à l'agenda des nouvelles d'actualité. En effet, les articles les plus lus et les plus commentés sont généralement les plus visibles et les plus polémiques parce qu'ils génèrent de l'attention et donc de l'audience au détriment de

nombreux autres sujets qui ne donnent lieu qu'à un traitement rapide et secondaire. Le courant d'information dominant porté par les plates-formes numériques (avec un accès gratuit) conduit ainsi à la marginalisation de certaines informations originales, reléguées sur des sites alternatifs moins connus. En outre, le faible coût d'entrée sur le Web encourage l'expression des points de vue les plus radicaux et donc la diffusion d'informations inexactes, de rumeurs et de fausses nouvelles à présent appelées « infox ». Constat non moins important : si certains médias proposent une information ordonnée et hiérarchisée par ordre d'importance des sujets, on constate cependant que de plus en plus de sites mettent les informations essentielles et accessoires sur le même plan, mélangent allégrement informations sérieuses et informations « *people* », encourageant l'hybridation des genres. L'internaute éprouve donc des difficultés à séparer le bon grain de l'ivraie, à faire la part des choses entre information et divertissement, entre réalité et fiction. Ces nouvelles formes d'esthétisation de l'information risquent à terme de faire croire, notamment aux plus jeunes internautes souvent peu conscients du problème, que la distinction entre le vrai et le vraisemblable, entre le sérieux et l'amusement, n'est guère nécessaire pour comprendre les enjeux du monde actuel.

Enfin, dernier changement non négligeable induit par l'essor des médias numériques : ceux-ci favorisent la mise en conversation de l'actualité. Internet est un média dit « expressiviste », où chacun se sent autorisé à donner son point de vue, à commenter l'actualité et à partager ses sentiments à l'égard de tel ou tel événement. L'actualité est devenue en quelque sorte un prétexte à l'échange social. D'où l'importance de la mise en scène et de la mise en visibilité de soi, le poids croissant des réactions personnelles au détriment des analyses argumentées. Les médias numériques encouragent sans aucun doute de nouvelles pratiques d'information qui bousculent les routines antérieures et remettent en cause les règles habituelles du débat public. La vigilance s'impose plus que jamais pour éviter de tomber dans l'ornière de l'incommunication.